



Déclaration intersyndicale CGT, FSU, Solidaires de Loire-Atlantique (Unions départementales et fédérations de fonctionnaires)

Le 18 novembre 2014, nos trois organisations syndicales ont porté, au plan national et départemental, une expression forte pour que le gouvernement mette un terme à la politique d'austérité et de récession généralisée qui caractérise le cap libéral imposé en France comme en Europe. Le budget national 2015 préparé par le débat parlementaire entend organiser les reculs sociaux, la remise en cause de la solidarité nationale, des services publics, et plus généralement la destruction du modèle social français. Les choix voulus au nom d'accords passés entre le gouvernement et le patronat accompagnent l'inégalité grandissante entre les revenus du capital et ceux du travail, les démantèlements du service public et des grandes fonctions collectives, en particulier de la protection sociale. Le cap choisi, dit des réformes, est en fait celui de l'asservissement à la culture de marchés où l'homme devient un sujet produit pour les objets, un vestige qui s'efface derrière le CAC 40.

Le budget 2015 est le premier d'une série programmée jusqu'en 2017 pour financer le pacte dit de responsabilité qui va être payé par les ménages et financé par des coupes sombres dans les finances publiques de l'État, de l'Hôpital et des collectivités. Ce budget n'endigera pas le chômage, pire il va avoir des répercussions certaines sur l'emploi public. Les fonctionnaires étant directement ciblés par les mesures de régression, leur mobilisation est particulièrement nécessaire. Ils sont bien placés pour constater que les projets en cours : réforme de l'État, revue des missions, réorganisation territoriale, projet de loi de santé, etc., n'ont pas la volonté de « moderniser » la fonction publique et l'État. Ils visent à servir un processus de fusion par le bas pour détruire les statuts, rogner les missions, atomiser les droits et, au bout du cycle, privatiser.

Les choix des gouvernants qui se succèdent ajoutent à la crise économique une crise politique. Le désarroi ne sert que les vieilles idées et thèmes habituels d'une extrême droite qui profite de la situation pour se présenter en seul recours alors qu'elle reste profondément hostile aux salariés et aux couches populaires.

Une autre politique est possible. La construction d'alternatives de progrès devient une obligation pour les populations les plus modestes, face à une pauvreté qui se répand. Nos organisations syndicales portent des alternatives pour une toute autre redistribution des richesses produites par le travail. Elles sont convaincues qu'il faut peser de manière interprofessionnelle pour imposer d'autres choix qui passent par un autre investissement productif, par une autre manière de concevoir le progrès, par d'autres conceptions de la fiscalité, par des vigilances environnementales beaucoup plus authentiques, d'autres soutiens à la recherche et aux innovations technologiques... Un mouvement social est à construire avec les retraités, les jeunes, les privés d'emploi, les forces syndicales de progrès du paysannat et de la société civile pour sortir de l'ornière sociale et économique, donc politique. Il en va de notre salut public.

La feuille de route tracée par le gouvernement avec le patronat sert les thèses de la financiarisation de l'économie. Avec d'autres forces syndicales et sociales nous travaillons à l'établissement de convergences interprofessionnelles au plan local et national pour porter d'autres choix de société.